

# cahiers de documentation syndicale - n° 376 - juin 2020

édito

## ET MAINTENANT ?

Mardi 26 mai, 20 organisations associatives et syndicales, dont la FSU, publient un plan de sortie de crise. Dans un document détaillé de 24 pages, les organisations signataires défendent 34 mesures pour répondre de concert aux enjeux sanitaires, sociaux, économiques et écologiques auxquels font face nos sociétés.

Les 34 mesures proposées dans ce plan de sortie de crise constituent une première contribution au débat nécessaire pour engager la reconversion écologique et sociale de nos sociétés. Nous voulons maintenant œuvrer collectivement pour les populariser, les compléter, les incarner à travers des luttes concrètes, et construire ensemble les conditions pour les imposer. Après la crise sanitaire et les deux mois de confinement, nous voulons nous mobiliser ensemble, au-delà du calendrier gouvernemental, pour défendre nos propositions de rupture avec un système qui pollue et épuise nos ressources, creuse toujours plus les inégalités, renforce les discriminations. Ce travail commun est la preuve que, face à l'urgence sociale et écologique, des convergences sont possibles et porteuses d'espoir. Parce qu'il n'y aura pas de résolution de la crise d'aujourd'hui avec les solutions d'hier ou le repli sur soi, notre travail collectif se poursuit et doit se développer avec des initiatives locales associant les militant·es de nos organisations mais, plus largement, les jeunes, les travailleur·euses, les retraité·es. La construction d'un futur écologique, démocratique, féministe et social, ne sera possible que s'il regroupe largement la population autour d'initiatives et de mobilisations locales et nationales. Parce qu'il faut défendre et développer nos services publics, relocaliser les productions essentielles, produire mieux et durablement, travailler moins pour travailler toutes et tous, déconfinons nos revendications et nos projets !



**Plus de 185 000 signataires !**

**Signez la pétition**



**Découvrez les 34 mesures** et les initiatives déjà prises par le collectif des organisations syndicales et associations



## MÉTIER MALMENÉ : EN SORTIR AU PLUS VITE !

La période que nous traversons depuis plusieurs semaines a fortement impacté nos métiers. Charge de travail accrue, modification totale du lien pédagogique avec les élèves, utilisation de nouveaux outils, éclatement des collectifs de travail renvoyant chacun d'entre nous à une forme de solitude : l'enseignement à distance a mis sous tension les personnels et a largement brouillé les contours de nos métiers.

Le constat de l'accroissement de notre charge de travail a été unanime. Il a fallu trouver ses marques, tâtonner, improviser, résoudre des problèmes techniques... Au-delà, des problèmes pédagogiques et didactiques ont vite émergé, faisant apparaître en creux ce qui fait le sens de nos métiers : des interactions multiples, entre l'enseignant et les élèves, entre les élèves eux mêmes ; des ajustements permanents auxquels nous procédons lors d'un cours en fonction de ce que nous percevons des réactions et des questionnements des élèves. Modifier les contenus et les apprentissages, les adapter, y réintroduire des enjeux pour les élèves, a nécessité une intense réflexion didactique dans laquelle les enseignants ont été largement abandonnés par l'institution. Si le travail à distance a renvoyé les enseignants à un travail trop solitaire, sans réelles possibilités d'échanges avec leurs pairs, cela a aussi été le cas pour les élèves. Les inégalités scolaires ont explosé pendant la période, trouvant leur source à la fois dans des problèmes d'équipements, d'environnement familial et social, de niveau d'autonomie, de maturité des élèves... Le principe d'un retour au collège et au lycée, sur la base du volontariat des familles, risque de creuser encore ces inégalités. Par ailleurs, les échanges numériques que nous avons pu avoir avec les élèves, voire avec leurs familles pour les plus jeunes d'entre eux, ont été nombreux. Parfois riches, toujours chronophages, ils ont eu tendance à brouiller dangereusement la frontière entre le temps de travail et le temps personnel. La « reprise », qui conduit nombre d'entre nous à mêler quelques heures de présence en établissement et poursuite d'une partie du travail en distanciel, ne fait que conforter cette tendance.

La vigilance s'impose aujourd'hui, car le ministre Blanquer voit dans la période une opportunité pour redéfinir nos métiers et

nos missions, espérant pérenniser ce qui n'a été mis en place que pour répondre à une situation d'urgence exceptionnelle. Derrière la réflexion qu'il mène sur l'organisation de la rentrée de septembre, éventuellement sous une forme hybride si la situation sanitaire n'est pas revenue à la normale, pourrait se cacher aussi une visée budgétaire : limiter le nombre d'heures de cours des élèves et renvoyer en distanciel les compléments ! Chacun mesure l'intérêt que le Ministre aurait à promouvoir de telles perspectives à l'avenir, en les articulant avec les suppressions d'emplois prévues pour la rentrée 2020 et les suivantes. Par ailleurs, les industriels du numérique sont à l'affût, prêts à offrir leurs services marchands au moment où Blanquer annonce des « états généraux du numérique » en septembre pour tirer « les leçons positives » de la pandémie. Dans le même temps, les opérateurs numériques publics notamment Canopé et le Cned ont été victimes de coupes drastiques...

Ce sont des logiques bien différentes que nous mettons en avant. D'abord en faisant le constat clair que l'enseignement à distance n'a été qu'une réponse de secours à une situation d'urgence et qu'il n'a pas fait la preuve de son efficacité. Comment passer sous silence les élèves perdus de vue, les décrocheurs, ceux qui, tout en se connectant, ne sont pas rentrés dans les démarches proposées ? Quel bilan concernant les apprentissages ? Nous alertons aussi sur l'explosion des inégalités et sur l'hétérogénéité accrue qui va découler de la période de confinement. Il résulte de tout cela que la rentrée de septembre ne peut et ne doit pas être une rentrée ordinaire. Possibilités de remédiation, interventions en groupes limités seront indispensables comme le seront une révision et un allègement des programmes quel que soit le niveau concerné faute de quoi de nombreux jeunes, les plus fragiles scolairement et socialement, seront les victimes collatérales de la crise sanitaire. A nous de le faire entendre au Ministre et de le stopper dans ses visées de démolition du service public d'éducation !

## **CTA du 26 mai : TOUT VA BIEN !**

Ce CTA se tenait pour examiner les conditions de reprise dans le premier et le second degré, les services du rectorat et des DSDEN... après leur reprise, ce qui laissait interrogatif quant à ses finalités. Il ne s'agissait évidemment pas de dialogue social, nous n'avons pas été déçu-e-s. D'auto-persuasion en satisfecit, la rectrice a dressé un portrait idyllique de la reprise dans les écoles et les collèges.

À nos questions sur le sens pédagogique de la reprise, sur l'urgence à réécrire les programmes, sur la nécessité d'un budget permettant de mettre en œuvre une aide effective aux élèves, la réponse fut invariablement « tout va bien ».

À nos questions sur les difficultés à venir lors de l'élargissement de l'accueil des collégiens et des lycéens (confirmées depuis), la réponse fut invariablement « tout va bien », faisons confiance au terrain.

À nos questions sur le nombre et la qualité des masques tissu grand public fournis, la réponse fut invariablement « tout va bien », mais le refus de communication, en direction des personnels, sur la conformité aux normes de ces masques, fut tout aussi invariable et inexplicable.

À notre dénonciation du dispositif 2S2C, véritable cheval de Troie de l'externalisation de certains enseignements, la réponse fut invariablement « tout va bien ».

La rentrée 2020 semble donc se préparer depuis le rectorat de Limoges ainsi qu'au ministère comme si rien ne s'était passé, comme si 3 mois sans classe ne changeaient rien au destin et aux performances scolaires des élèves, comme si les programmes pouvaient être maintenus en l'état. Tout au plus est concédé qu'il convient de veiller à prévenir l'épuisement professionnel des professeurs contraints de jongler entre enseignement à distance et en présentiel. Un CTA pour rien ou presque donc. ([voir ici](#) la déclaration de la FSU et les questionnements du SNES, [voir ici](#) le courrier de la FSU à O. Véran pour exiger la fourniture de masques jetables)

## **Projet académique : toujours qualifié pour la poubelle**

Novembre 2019, fuite malencontreuse d'un projet académique reprenant les poncifs du Nouveau Management Public : individualisation des carrières et des rémunérations des personnels, regroupement à l'étude de petits collèges, modes pédagogiques érigées en dogmes... L'intervention déterminée du SNES et de la FSU, en lien avec les autres organisations syndicales, à l'exception de l'UNSA qui n'y voyait qu'un problème de méthode, ont amené au retrait de ce projet et à la construction d'un autre calendrier de travail.

Décembre 2019 et janvier 2020, premières réunions permettant de dresser tout d'abord un bilan des forces et faiblesses de l'académie : une performance scolaire légèrement supérieure à la moyenne nationale à l'entrée en Sixième et pourtant un accès au bac et une insertion dans l'enseignement supérieur en deçà des moyennes nationales. Sans doute faut-il y lire un manque d'ambition scolaire corrélée à des difficultés sociales rendant difficile la mobilité de nos élèves au cours de leur parcours dans le 2nd degré puis pour l'accès à l'enseignement supérieur.

Un sondage en ligne de la rectrice livre aussi un verdict sans appel : les répondants, nombreux, personnels comme familles, plébiscitent la réduction des effectifs de classe et le travail en petits groupes, comme le maintien des établissements et la diversification de leur offre de formation, pour favoriser la réussite scolaire. La confiance dont doit faire preuve l'institution envers les personnels est aussi une demande fortement exprimée.

Que ressort-il du bilan et du sondage le 28 mai 2020 lors de la présentation d'un nouveau projet ? RIEN ! Ou si l'exact inverse : mettre en réseau les établissements pour mutualiser (quoi, qui, pourquoi ?), renforcer le pilotage via la réunionnisme chronophage (conseils à tous les étages inter cycles, inter degré, inter établissements, projets...), pilotage via les ressources humaines en lieu et place de la gestion collective transparente, promotion institutionnalisée des effets de mode pédagogique, formation continue centrée sur les besoins institutionnels et si possible en ligne... Et rien sur les conséquences du confinement sur les apprentissages des élèves.

Au final, un document verbeux et technocratique très éloigné de la réalité de la classe et des élèves, des contraintes professionnelles, parsemé d'indicateurs qui ne trompent pas sur la volonté de soumettre les personnels à un métier toujours plus contraint et sur lequel l'institution ne souhaite leur laisser aucun espace d'autonomie.

Comme en novembre, le document est donc à jeter.

## **CPE : de la revendication à l'organisation**

Dans mon établissement REP+, la préparation de la reprise s'est faite dans les meilleures conditions quant aux relations avec notre direction. La consigne syndicale du SNES a été comprise et suivie : élaboration d'un protocole établissement plus sécurisant que le protocole sanitaire national, réunion d'une CHS, d'une CP et d'un CA. Tenue des réunions en distanciel à part la réunion de pré-rentrée laissée à l'appréciation des collègues : certains, par groupes de dix, en présentiel, les autres en visioconférence. Par contre, ce sont à peine 18 % de nos élèves de 6°/5° qui vont revenir. Les élèves les plus défavorisés ne seront pas au rendez-vous.

Représentant académique des CPE, je suis aussi saisi de situations où les relations entre les équipes sont plus tendues. Les témoignages sont nombreux, ils montrent que les CPE servent trop souvent de punching-ball aux chefs d'établissement ; c'est inexcusable, quelles que soient les pressions qu'ils subissent de la part du DASEN et de la Rectrice pour rouvrir à tout prix le 18 mai.

Dans notre académie, nous avons même le cas d'un Principal qui a essayé d'exiger du CPE qu'il prépare entièrement la rentrée ! Enfin le président du conseil départemental de la Corrèze menace de fermer les collèges si les 4° et 3° ne reprennent pas en juin... du buzz, pour rien.

Didier Barros, collègue Jean Moulin, Brive



**contre  
les coups de force,  
tous dans l'action**

**snes**  
fsu  
Le SNES, pour agir ensemble

**ENGAGÉS  
AU QUOTIDIEN**

## **Paritarisme : plus que jamais utile !**

Pendant la dernière période, de nombreuses CAPA se sont tenues (en visio) pour l'ensemble des corps, certifiés, agrégés, Psyen, CPE. A l'ordre du jour des ces instances, l'avancement accéléré et l'accès à la hors-classe pour les certifiés, l'accès à la hors-classe pour les PSYEN et les CPE, l'accès à la hors-classe, à la classe exceptionnelle et au corps des agrégés pour la CAPA des agrégés. L'accès à la classe exceptionnelle sera examiné en septembre prochain pour les certifiés, CPE et PSYEN.

Nos interventions lors des CAPA ont permis que soient corrigées des erreurs et que soit réaffirmé un certain nombre de principes lisibles, transparents, connus de tous. Qu'en sera-t-il dès l'année scolaire prochaine, dans la mesure où les CAPA ne seront plus consultées sur l'ensemble des ces questions de carrière ? Comment les personnels pourront-ils faire confiance à une Administration gérant seule, sans contrôle paritaire, leur carrière ?

Les demandeurs d'une affectation à l'inter et à l'intra expérimentent pour leur part, dès cette année, un mouvement fait par la seule administration, sans aucun contrôle paritaire. Si les élu-e-s du SNES sont toujours à leurs côtés pour les renseigner et les accompagner, ils ne pourront plus vérifier l'ensemble des opérations et faire des propositions d'amélioration au bénéfice de toutes et tous.

Le SNES-FSU continue à demander l'abrogation de la loi de transformation de la Fonction publique ! Quelles que soient les difficultés, les élu.es du SNES-FSU assureront la défense des collègues !

## **LES DÉCRYPTAGES DU SNES-FSU**

L'actualité autour du BAC : <https://www.snes.edu/La-session-de-tous-les-dangers.html>

L'actualité autour du DNB : <https://www.snes.edu/DNB-2020-la-note-de-service.html>

L'actualité autour des droits des personnels dans la situation actuelle : <https://www.snes.edu/Reouverture-des-etablissements.html>

Se syndiquer ? Plus que jamais ! : <https://limoges.snes.edu/Se-syndiquer.html>